



En grève le 29 septembre Pour nos salaires et nos conditions de travail

Gaz, essence, produits alimentaires... tout augmente sauf les salaires. En 1980, le salaire d'entrée d'un.e enseignant.e débutant.e était de 2,2 SMIC contre 1,4 aujourd'hui !

Soyons toutes et tous en grève pour obtenir un budget digne de ce nom, avec des hausses de salaires au-delà de l'inflation et une augmentation des postes pour un vrai service public de l'Éducation.

TANT DE PROMESSES...

A l'approche des élections présidentielles, tous les candidats, toutes les candidates nous promettent une hausse des salaires de 5, 10, 15 voire 20 % sur un ou cinq ans. Des promesses ? Ce ne sont ni les premières, ni les dernières. Cela fait trente ans qu'on attend cette hausse.

Précisons : exceptionnellement, il y a déjà eu des hausses de notre « point d'indice » qui permet de calculer notre paye brut en fonction de notre échelon. Aujourd'hui, un point vaut 4,92 €. On nous a aussi rajouté des points, quelques uns... Mais, on constate que ces différentes hausses ont toujours été inférieures à l'inflation.

La norme, toutes les années, c'était le gel du point d'indice. Résultat, nous sommes les travailleurs et les travailleuses de l'Éducation les moins payées d'Europe, à niveau de vie équivalent. Et même, à l'intérieur du territoire, notre paye est inférieure d'un quart à celle des autres fonctionnaires.

DES HAUSSES, ICI ET MAINTENANT !

Nous exigeons une augmentation du traitement de tous les fonctionnaires et le rattrapage de l'écart de rémunération entre les fonctionnaires de l'Éducation et ceux des autres secteurs.

Précisons un autre point. Dans les programmes politiques, certaines hausses sont financées par une baisse : une baisse du nombre de postes. Partant d'une démographie en baisse, on diminue le nombre de postes. Les économies réalisées sur cette baisse servent à financer les hausses de salaire et donc on garde un budget constant.



Alors disons-le tout de suite, cela ne nous convient pas non plus. Il faut au moins garder le même nombre de postes pour baisser la moyenne d'élèves par classe. On arriverait, enfin, à la moyenne européenne.

POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE

Il faut augmenter le nombre de postes pour avoir des remplaçants dans tous les corps de la Fonction publique. Dans l'Éducation nationale, cette augmentation pourrait nous permettre d'autres façons de travailler.

Dans le Premier degré, le recrutement de nouveaux personnels complèterait de diminuer le temps de travail avec les élèves à 18 heures par semaine sans réduire le temps de classe des élèves. Pour financer tout cela, l'État devrait par exemple arrêter de subventionner les écoles privées à 75%.

Les personnels et les élèves exigent de vraies ambitions pour l'école, comme l'adaptation des locaux aux changements climatiques causés par le capitalisme. Il en est de même pour les hôpitaux.

De bonnes conditions de travail des personnels sont indispensables à la réussite de l'École.

Une école de la raison contre l'obscurantisme, de l'émancipation contre la soumission.

**Toutes et tous en grève le mardi 29 septembre,
pour des hausses de salaires et du nombre de postes.**